

INCLUSION

SAMEDI 28
ET DIMANCHE 29 FÉVRIER 2026

Libé



Handicap Faire bouger les lignes

Pour la Fédération Apajh (Association pour adultes et jeunes handicapés), qui fête ses 50 ans, le handicap n'est pas seulement l'affaire des familles concernées. C'est un enjeu qui englobe l'éducation, la citoyenneté et les droits fondamentaux. Retour sur un demi-siècle d'actions pour sortir des sentiers battus.

Handicap

«Ça bouge mais à une allure d'escargot»

A l'occasion des 50 ans de la Fédération Apajh (Association pour adultes et jeunes handicapés), retour sur ses succès, ses combats et sur sa volonté de faire des enjeux liés aux situations de handicap une question centrale de la citoyenneté.

Par
**DELPHINE
BERNARD-BRULS**
Dessins
DOROTHÉE RICHARD

Depuis sa naissance en 1962, l'Association pour adultes et jeunes handicapés (l'Apajh, regroupée en Fédération en 1976) porte un projet majeur dans le paysage associatif français. Elle entend faire du handicap une question centrale de la citoyenneté à part entière, et non plus un fait social marginalisé et ignoré. L'année 2026 marque un demi-siècle de combats, d'avancées et de structuration fédérale. A l'époque, des enseignants engagés avaient refusé que les élèves en situation de handicap soient écartés des écoles de leurs quartiers. Dès sa création, l'Apajh revendique une démarche ouvertement universelle avec pour devise «*Tout handicap, tout âge de la vie*» et fonde son action sur trois valeurs républicaines centrales: laïcité, citoyenneté et solidarité. Aujourd'hui encore, elles restent les piliers de ses projets militants. «*Je n'étais pas touché familialement par le handicap, mais profondément convaincu que ce sujet concernait toute la société*», confie Jean-Louis Garcia, président de la Fédération depuis décembre 2008. Ancien instituteur origi-

naire de l'Hérault, il se souvient avoir adhéré à l'Apajh dès 1976, attiré par ses ambitions éducatives et sa mission visant à rassembler citoyens, familles et professionnels dans leur lutte pour l'inclusion et l'accessibilité. Pour Jean-Louis Garcia, le handicap n'est pas seulement l'affaire des familles concernées. Il s'agit d'un enjeu collectif qui englobe l'éducation, la citoyenneté et les droits fondamentaux pour tous. A Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) par exemple, à la médiathèque Daniel Pennac, un atelier bibliothèque du dispositif d'accompagnement médico-éducatif, permet à une quarantaine de jeunes en situation de handicap de participer à la vie culturelle de la commune (lire page VI). «*Ce sont mes assistants*» applaudit Rozenn Jaffres, qui encadre l'atelier.

LES LIMITES DE L'OFFRE PUBLIQUE

Pour que le travail soit un vecteur d'inclusion, l'Apajh gère des Etablissements et services d'accompagnement par le travail (Esat) un peu partout en France. Comme à Riscle dans le Gers, où un Esat a repris une boulangerie (page IV): la production des pains et viennoiseries ainsi que la vente et les commandes sont gérées par une dizaine de travailleurs en situation de handicap. Emmanuel Guillaumon, chef de

service dans la boulangerie, n'hésite pas à dire que ces salariés sont «*beaucoup plus investis*» que nombre d'employés. Cette vision, qui inclut travail, autonomie et responsabilité, est présente dans l'ADN de l'Apajh depuis ses débuts. «*La diversité et l'inclusion sont une opportunité, pas une contrainte*», rappelle ainsi le directeur du théâtre Mogador, à Paris, Laurent Bentata, en décembre 2025 lors de la vingtième cérémonie des trophées de l'Apajh. Autre combat essentiel: l'éducation. L'association se bat pour rendre l'école réellement inclusive. Comme l'a encore prouvé l'un des derniers lauréats de ces trophées remis en décembre: Ryann Dubois (lire ci-contre), un jeune étudiant ingénieur, a créé une aide pour les personnes atteintes de troubles dys. Lui-même concerné par ce handicap, il a monté sa société de stickers pour claviers d'ordinateur afin de faciliter la frappe informatique. Une idée d'une simplicité confondante qui change la vie de nombreux jeunes dès l'école primaire. Au fil du temps, alors qu'elle a gagné en structuration, l'Apajh a étendu ses objectifs à tous les domaines: vie sociale, emploi, logement, santé, loisirs, services publics... En incluant tous les handicaps, qu'ils soient moteurs, psychiques ou cognitifs. Pour Jean-

Louis Garcia, l'inclusivité de la société progresse mais il reste prudent: «*Ça bouge, mais à une allure d'escargot*.» Il voit pourtant dans les Jeux paralympiques de 2024 un moment de bascule symbolique. Ces Jeux ont rendu visibles des parcours ignorés, comme celui d'Aurélien Aubert, championne paralympique de boccia, ce sport adapté aux personnes aux mouvements très limités. En revanche, cette visibilité a mis en lumière les limites de l'offre publique. Dès la fin des Jeux, la plupart des aménagements éphémères installés pour améliorer l'accessibilité ont disparu...

L'ACCESSIBILITÉ NE SE LIMITE PAS À UN ASCENSEUR

Pour l'association, il s'agit pourtant d'une condition *sine qua non*: l'environnement doit s'adapter à chacun et non l'inverse. Ce credo fait partie des priorités de l'Apajh, qui a historiquement plaidé auprès des pouvoirs publics pour le droit de vote accessible ou encore l'égalité de traitement dans les services publics. L'accessibilité ne se limite d'ailleurs pas à l'installation de rampes ou d'ascenseurs. Comme le rappelle le président de l'Apajh, 80% des handicaps sont invisibles, qu'il s'agisse de troubles cognitifs, psychiques ou de santé mentale. Des handicaps qui réclament des adaptations tout aussi indispensa-

bles, telles qu'une signalétique lisible, des dispositifs d'information adaptés, ou des modes de déplacement compréhensibles pour tous. L'Apajh s'investit enfin sur des sujets que d'autres associations n'abordent que peu, se félicite Jean-Louis Garcia. Par exemple, il souhaite que l'Etat s'intéresse de plus près à l'inclusion des personnes en situation de handicap psychique en milieu carcéral (lire page IV). Pour le président de la fédération, il est indispensable de travailler main dans la main avec les politiques pour avancer: «*On ne peut pas le faire seuls, il faut que l'Etat entende ce que l'on propose, le valide et le finance*.» Un accord a ainsi été passé avec l'ancien garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti: grâce à l'ordonnance du 19 octobre 2022, les Esat ont désormais la possibilité de s'implanter dans les prisons. Cette volonté de quitter les sentiers battus se retrouve dans tous les engagements de l'Apajh en politique publique, promet Jean-Louis Garcia. En vue des élections municipales de mars, la fédération a demandé aux prétendants aux mairies d'inscrire les candidats en situation de handicap à des positions éligibles dans leurs listes. Et surtout, que leur rôle, s'ils venaient à être élus, ne se limite pas à la gestion du handicap mais s'inscrive bien dans la politique générale de la ville. ♦



Ryann Dubois le touche-à-tout

Lauréat des trophées Apajh 2025, cet entrepreneur, vivant avec des troubles dys, est l'inventeur du Keydys, un clavier pour les ordinateurs favorisant l'intégration et l'apprentissage des personnes en difficulté.

A seulement 20 ans, Ryann Dubois a déjà transformé son histoire personnelle en projet entrepreneurial. Originaire de Saint-Brieuc (Morbihan), ce jeune homme atteint de troubles dys (troubles spécifiques du langage et des apprentissages) a conçu un outil innovant appelé Keydys: des stickers colorés à coller sur le clavier d'ordinateur, destinés à faciliter la frappe, rendue parfois compliquée par ces troubles. Les problèmes de Ryann Dubois ont été identifiés relativement tôt. «*J'ai été diagnostiqué en CM2, mais je ne savais pas exactement ce que cela voulait dire à ce moment-là*», explique-t-il. Il se souvient de ses difficultés à socialiser avec ses camarades et d'avoir eu du mal à écrire, mais sans savoir pourquoi. Sa situation interpelle alors l'équipe pédagogique qui suggère à ses parents d'aller voir un médecin. «*L'école avait aussi proposé de me*

mettre en classe Ulis [Unité localisée pour l'inclusion scolaire, qui sont des dispositifs permettant la scolarisation d'élèves en situation de handicap au sein d'établissements scolaires ordinaires, ndlr] *mais mes parents ont refusé*», raconte l'entrepreneur.

«**Stickers.**» Le diagnostic reste flou longtemps: «*Le médecin m'a dit que j'étais multi-dys, mais ce n'était pas très précis*, se rappelle-t-il. *C'est vers la fin du lycée que j'ai pu mettre des mots sur ce que j'avais*.» Aujourd'hui encore, certains troubles persistent dans sa vie quotidienne: «*Comme je dois faire beaucoup de lecture et écrire des textes sur l'ordinateur, les dys qui restent les plus présents sont la dyslexie et la dysorthographe*.» Et c'est justement en travaillant sur son ordinateur que ce féru d'informatique identifie le manque d'outils adaptés. A 15 ans, il se lance à la recherche d'une solution. «*Au départ, les stickers pour clavier étaient juste pour moi*», explique-t-il. Avant de se dire que son idée méritait d'être partagée. Il décide alors de la diffuser sur un groupe Facebook: «*Ça a été extrêmement bien reçu*.» Car le public dys semble particulièrement apprécier le fait que ce soit une personne concernée qui se lance dans la recherche d'un outil adapté. L'objectif est clair pour Ryann Dubois: il veut «*un outil pour les dys par un dys*», il structure rapidement son projet et industrialise la production: «*C'était le*

jour de mes 16 ans que j'ai créé l'entreprise», se rappelle-t-il avec fierté. Le principe de ces stickers est simple: «*Les touches de couleurs divisent le clavier en différentes zones qui permettent à chaque doigt d'avoir sa propre zone et de bouger le moins possible*», détaille le jeune homme qui dit s'être inspiré d'une méthode utilisée par les dactylographes. S'il est recommandé de suivre quelques cours d'ergothérapie pour bien utiliser le Keydys, pour certaines personnes «*la simple présence des zones de couleurs aide déjà à aller plus rapidement*». Conscient de la simplicité apparente de son invention, Ryann Dubois rappelle néanmoins un fait capital: «*C'est un peu comme l'essuie-glace: il ne*

«**C'est un peu comme l'essuie-glace: il ne s'agit pas d'une invention qui paraît très compliquée, mais ça reste quand même une idée qu'il faut avoir au départ.**»

Ryann Dubois
inventeur du Keydys

s'agit pas forcément d'une invention qui paraît très compliquée, mais ça reste quand même une idée qu'il faut avoir au départ.»

«**Reconnaissance.**» Une idée primée par le fonds de dotation du Crédit mutuel Arkéa qui a mis à disposition des Keydys dans les écoles et collèges de l'académie de Rennes et qui a équipé ses salariés vivant avec des troubles dys; et par l'Apajh qui lui a décerné le trophée de la catégorie «Ecole», le 15 décembre. Il se souvient avec plaisir de la cérémonie organisée au Carrousel du Louvre: «*C'est une réelle reconnaissance de mon travail qui m'a donné envie de continuer*.» En attendant, il poursuit ses études pour obtenir son diplôme d'ingénieur en cyberdéfense à l'université de Vannes en alternance au Crédit mutuel Arkéa, et se réjouit de son environnement qu'il juge bienveillant: «*Je suis dans une entreprise qui est très inclusive*», et reconnaît que l'université «*fait des aménagements spécifiques pour que tout se passe bien et qui me rendent la vie plus facile*.» Dans l'esprit bouillonnant de Ryann, d'autres projets sont déjà en réflexion. «*Je suis en train de développer de nouveaux produits, mais je n'ai plus forcément autant de temps, donc cela risque de prendre un petit peu de temps avant d'émerger pour le grand public*.» Mais La motivation est intacte..

D. B-B

A la prison d'Ensisheim, le travail les fait «sortir de la cellule»

Lancé en 2019, l'Atelier de l'Ill accompagne par le travail les prisonniers atteints de handicap psychique ou mental.

Hellheim plisse ses yeux bleus et se pince la bouche. Il réfléchit un instant, puis il revient dans la conversation. «*Je crois que je dois avoir 31 ans*», dit-il. Il ne sait plus bien, il a arrêté de compter depuis longtemps. Pour nous parler, il s'est choisi un nom, «Hellheim». Dans la mythologie nordique, le mot désigne le royaume des morts, un lieu fait de brume et de désolation.

«**Entraide**». Ce lundi de début février, une pluie fine tombe en continu sur les murs de la maison centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin). Située en plein cœur de la commune, la bâtisse, un ancien collège de Jésuites du XVII^e siècle, concentre aujourd'hui près de 200 détenus, dont certains comptent ou ont compté parmi les criminels les plus célèbres : Michel Fourniret, Guy Georges, ou encore Nordahl Lelandais. Cela fait onze ans que Hellheim est écorché ici. Depuis six ans, il participe à l'Atelier de l'Ill. Lancé en septembre 2019, le dispositif porté par l'Apajh permet un accompagnement par le travail des détenus en situation de handicap. Dans un établissement où les détenus purgent de longues peines, il y a d'abord ce prétexte : «*Le travail les fait sortir de la cellule*», observe Frédéric Hankus, directeur des services pénitentiaires et probation du Haut-Rhin. «*Ici, ils sont associés à un projet, on fait de l'inclusion au sein même de la prison*», abonde José Fernandes, directeur de l'Atelier. Il s'agit aussi de «*retrouver de l'estime de soi*», complète

Ludivine Giordani, encadrante Apajh de l'Atelier depuis cinq ans. Au départ lancé comme une expérience, l'Atelier s'est inscrit dans le dur avec la signature, en 2022, d'une convention plurianuelle pour accompagner les personnes détenues en situation de handicap, mental et psychique, entre le garde des Sceaux d'alors, Eric Dupond-Moretti, et l'Apajh. Il n'en existe que deux en France : à Ensisheim et au centre de détention de Val-de-Reuil (Eure). Avec les années, l'Atelier de l'Ill s'est durablement installé dans l'une des travées de la «zone des concessions» de la prison, où sont concentrées les activités de laverie, de cuisine ou d'assemblage de câbles électriques. A l'intérieur, des murs peints en blanc, des machines à découper le bois, des cabanes à oiseaux posées sur les étagères, des hôtels à insectes ; tout est fabriqué par les travailleurs de l'atelier. «*Moi je suis dyslexique, dyspraxique... tous les "dys" que vous pouvez imaginer, je les ai*», liste Hellheim. En allumant l'ordinateur, il ajoute : «*Je suis schizophrène aussi*». Il montre un logiciel qui permet de modéliser les structures en bois que vont façonner les détenus ainsi qu'un document officiel de la Haute Autorité de santé qu'il est actuellement en train de traduire grâce à l'expertise Falc (facile à lire, facile à comprendre). «*Beaucoup de détenus se découragent derrière l'ordi, à cause de leur niveau scolaire*, explique-t-il. *Mais il y a de l'entraide : si un détenu voit un autre faire, ça peut le motiver, et au bout, lui redonner confiance en lui*», poursuit Hellheim. L'autre objectif du travail adapté est aussi de permettre la projection dans

l'avenir, préparer «l'après» : une insertion professionnelle en milieu ordinaire ou en milieu protégé. «*L'angoisse de la sortie est terrible pour eux*, confirme Ludivine Giordani. *L'atelier leur permet une sécurisation de leur parcours mais aussi de sortir de leur zone de confort*.»

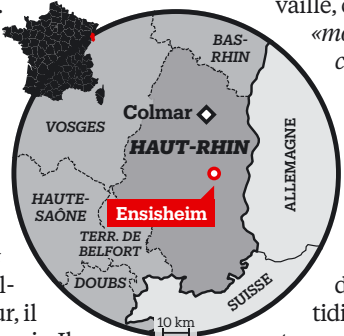
«**Du sens**». A ses côtés, David (1) est libérable en octobre 2026. Il travaille à l'Atelier depuis bientôt trois ans, principalement le bois. Il montre aussi une coquille Saint-Jacques recouverte de paillettes. A l'intérieur, une perle bleue. Il lâche : «*Jamais de ma vie j'aurais pensé faire ça*», presque étonné de lui-même. Depuis qu'il traspaille, cet homme à l'accent du sud dit «*moins fumer*», et «*moins prendre de cachetons*». Il parle d'un «*équilibre*» retrouvé qui lui fait du bien et lui permet de parler de ses fabrications à sa grande fille lorsqu'ils se téléphonent. Son salaire de 500 euros brut par mois lui permet enfin de payer les parties civiles, d'acheter son nécessaire du quotidien au sein de la prison et de mettre un peu de côté.

«*Un détenu qui travaille se prend en main*», note Daniel Périac, conseiller pénitentiaire d'insertion et probation. «*Rien que rembourser les parties civiles peut donner du sens à une peine*», poursuit-il. David, lui, se projette maintenant près de chez lui, quelque part dans le Sud. «*Je sors de la cellule, je vais au travail. Je rentre le soir, comme si je rentrais chez moi*.» Il marque un temps d'arrêt, puis conclut : «*Comme dehors*.»

OPHÉLIE GOBINET

Correspondante à Strasbourg

(1) Le prénom a été modifié.



Une pâtisserie renaît grâce aux salariées en situation de handicap

A Riscle, dans le Gers, une boulangerie a trouvé une seconde vie, reprise par l'Esat des Charmettes et ses travailleurs qui confectionnent et servent les produits. Une initiative réussie.

La chandeleur est en pleine préparation à Riscle (Gers), lorsque l'on franchit la porte de la boulangerie-pâtisserie les Plaisirs gourmands. Ici, on peut boire un café ou discuter entre habitués en venant récupérer son pain. Un établissement presque comme les autres. Mais pas tout à fait car ce sont des personnes en situation de handicap qui s'occupent de tout, façonnent les pains, préparent tartes et pâtisseries et servent les clients. Le

commerce de proximité est le fruit d'un projet humain et social porté par l'établissement et service d'accompagnement par le travail (Esat) des Charmettes, un établissement médico-social de Saint-Mont (Gers) géré par l'Apajh. Avant l'ouverture des Plaisirs gourmands en 2020, l'Esat des Charmettes avait une pâtisserie, mais elle était connue des seuls initiés pour ses bûches de Noël et ses galettes des rois. C'est avec la fermeture de la dernière boulangerie de la commune que l'Esat a décidé de saisir l'opportunité et de reprendre l'affaire : «*C'était l'occasion de donner aux travailleurs une vitrine à leur savoir-faire et de rendre service aux locaux en préservant un commerce menacé*», explique Tristan Ackermann, directeur de la plateforme Accompagnement, Inclusion et Répit de l'Apajh, qui se réjouit de voir que les clients «*sont bienveillants*». Car la démarche

s'inscrit dans la philosophie plus large de l'Esat : que les personnes en situation de handicap puissent bénéficier d'une activité professionnelle, développer leurs compétences et gagner en autonomie. Pour Clara, 23 ans, travailler à la pâtisserie a ainsi été une renaissance. Après avoir exercé dans un Ehpad où elle était animatrice et femme de ménage, elle s'est retrouvée sans emploi à cause de ses troubles dys, notamment sa dyspraxie qui atteint sa mobilité. «*Je n'avais plus rien*», se souvient-elle. Grâce à Cap Emploi, elle a décroché un stage en pâtisserie. Son rêve reste d'être assistante maternelle, mais être vendeuse aux Plaisirs gour-

mands lui a appris à se défaire de sa timidité.

Chef de service de la boulangerie, Emmanuel Guillaumon évoque avec émotion son parcours.

Ce quinquagénaire a commencé sa carrière en Esat «*par conviction*». Après un parcours professionnel dans le secteur du luxe, il est revenu à ses premières amours en début d'année 2026 et «*la flamme s'est rallumée*».

Pour lui, l'essentiel, «*ce sont eux, les travailleurs en situation de handicap, les capitaines du bateau*»; et l'équipe de cadres n'est là que pour «*les épauler et les accompagner*».

DELPHINE BERNARD-BRULS
Envoyée spéciale Riscle (Gers)



DESSIN : DOROTHÉE RICHARD

Un séjour adapté dans les Alpes et l'envie de «repartir»

Un voyage à la montagne a permis à un petit groupe d'adultes de profiter des fêtes sur le plateau du Trièves. Une vraie coupure dans leur quotidien en institution.

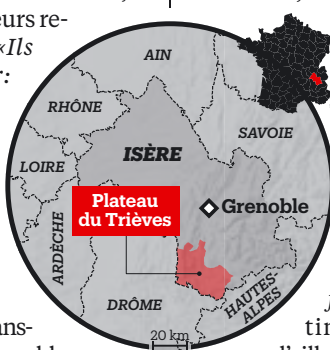
Ils se sont retrouvés Gare de Lyon juste avant Noël, pour prendre le train vers les Alpes : dix vacanciers adultes avec un handicap mental, en fauteuil pour deux d'entre eux, et leurs dix accompagnateurs recrutés par l'Apajh. «*Ils étaient heureux de partir : ils en parlaient depuis des semaines dans leurs foyers de vie ou avec leurs familles*», sourit Philippe Brunel, le directeur du séjour, maître de conférences à l'université de Crèteil. Quelques heures et un trans-

fert en minibus depuis Grenoble juste avant Noël, pour prendre le train vers les Alpes : dix vacanciers adultes avec un handicap mental, en fauteuil pour deux d'entre eux, et leurs dix accompagnateurs recrutés par l'Apajh. «*Ils étaient heureux de partir : ils en parlaient depuis des semaines dans leurs foyers de vie ou avec leurs familles*», sourit Philippe Brunel, le directeur du séjour, maître de conférences à l'université de Crèteil. Quelques heures et un transfert en minibus depuis Grenoble

«**Rituels**». Ce séjour adapté est plutôt rare, car organisé en hiver et à la montagne : «*Alors que nous organisons une cinquantaine de séjours l'été, nous avons depuis le Covid quasiment abandonné les séjours hivernaux*», explique Pierre Cornec, responsable du service accompagnement loisirs de l'Apajh. La demande existe pourtant : «*Les institutions où vivent ces personnes fortement dépendantes manquent de personnel pendant les fêtes et leurs familles sont parfois dans l'incapacité de les recevoir*, confirme Pierre Cornec. *De quatre séjours l'hiver dernier, nous passons à dix cet hiver, soit une centaine de vacanciers, avec pour la première fois la volonté de leur faire découvrir des territoires de montagne correspondant aux envies de tout un chacun* : le Trièves, les Cévennes, le Chablais...»

Albertine, la plus extravertie des dix du Trièves, se fiche pour l'heure d'être en montagne. Focalisée sur Noël, elle réclame avec insistance son vernis à ongles oublié : elle veut être belle pour le ré-

veillon ! Yanis Beghin, l'un des animateurs, assistant d'éducation d'une école primaire lilloise et équipier fidèle de Philippe Brunel, la rassure : «*C'est sur la liste des courses, Albertine !*» En aparté, il décrypte : «*Tous se raccrochent à leurs rituels car ces vacances sont une césure qui est aussi une cassure : on chamboule leurs rythmes de vie, leurs repères spatiotemporels*.» L'encadrement des vacanciers est supérieur à ce qu'ils connaissent en institution, chacun a son animateur référent pour le séjour. Aucun n'est pro du secteur médical ou psy : «*On est parfois maladroit, les vacanciers en rigolent, ça les change*, raconte Ya-



nis. Il y a un temps d'adaptation, on apprend à se connaître, on a le temps ! Au bout de quelques jours, ils sont vraiment contents. Le retour est immédiat, avec des sourires, de l'apaisement, des liens forts qui se tissent.» Albertine, déjà conquise, a d'ailleurs une autre requête : «*Je voudrais des photos de vous, hein !*» En attendant, c'est le branle-bas de combat : une équipe se prépare à partir en balade, une autre à descendre à Grenoble pour les courses... Simon, jeune homme enthousiaste qui ne dialogue qu'à l'aide d'un livre d'image, ne veut pas bouger. Pas de crise, Philippe charge un animateur de rester avec lui : aucune activité n'est obligatoire, on est en vacances.

Défi. De même, l'heure du lever est libre, le petit déjeuner assuré jusqu'à 10 heures. Encore une vraie césure, en particulier pour Pierre, le seul à travailler, en entreprise adaptée. La promenade au col de la Croix-Haute est courte, entre fauteuils à pousser, difficulté à marcher de l'une, réticences à l'effort d'un autre, mais les sourires en disent long. La session chocolat chaud papillottes au bar du col, en conclusion, est un moment fort, d'autant qu'Albertine et Antony entonnent un *Petit Papa Noël* qui propage une vague de sourires parmi les clients du bar.

Plus tard, la troupe ira encore se balader au pied du vertigineux mont Aiguille, approcher les rives du grand lac gelé de Monteynard, prendre le téléphérique de la Bastille à Grenoble, visiter Mens, chef-lieu du Trièves... Inoubliable, autant que la fête du 31 au centre, où ils ont dîné et dansé jusqu'à 1 heure du matin. Début janvier, Pierre Cornec était ravi : «*Leurs institutions nous disent que les vacanciers sont rentrés apaisés et ceux qui peuvent le verbaliser l'assurent : ils veulent repartir*.» Un défi : le nombre de structures d'accueil et d'organisation de séjours en France a fondu de 240 à 210 depuis 2021.

FRANÇOIS CARREL

Envoyé spécial à Saint-Maurice-en-Trièves (Isère)

En Guyane, «nous n'avons pas de solution»

Précarité, absence d'infrastructures, isolement... Les manques sont criants dans le département d'outre-mer.

Valise de jouets à la main, Elaura Annius traverse la petite courée du quartier populaire de Baduel, aux portes de Cayenne, où s'entremêlent fils à linge et câbles électriques. Comme chaque semaine, l'auxiliaire de puériculture se rend chez Marvens, un garçon de 6 ans, polyhandicapé. Il fait partie des 21 jeunes actuellement suivis par le Service de soins à domicile (SSAD) de l'Apajh.

Etablie en Guyane depuis 2001, cette structure initialement centrée sur l'éducation et le soutien aux personnes aveugles et malvoyantes a peu à peu élargi ses actions, avec l'ouverture d'un Institut médico-éducatif (IME) ou encore d'un centre de ressources «Multihandicap» pour des aides ponctuelles.

«Les personnes polyhandicapées accumulent plusieurs retards très lourds, sur le plan moteur mais aussi mental. Elles ont besoin d'un suivi régulier donc on essaye de les voir au moins une fois par semaine», décrit Elaura, en pénétrant dans le salon familial où le garçon l'attend dans son fauteuil roulant, entre le lit médicalisé et la table à manger.

Malgré ses tentatives d'apaisement, Marvens se dandine à en perdre haleine. «Il supporte mal la chaleur. En ce moment, il est très agité», explique Jean Marcel Glisyl, son beau-père. En cet après-midi de saison des pluies, l'air circule mal dans la pièce exigüe qu'aucun ronronnement de clim ne vient rafraîchir. «On nous a coupé l'électricité, nous sommes en conflit avec la propriétaire qui nous menace d'expulsion. C'est très dur de s'occuper de Marvens dans ces conditions.»

Galère. Si cet ancien professeur arrivé d'Haïti il y a sept ans bénéficie de la protection subsidiaire et touche le RSA, la demande de titre de séjour de sa femme est toujours en cours d'examen, entravant ses démarches pour travailler et percevoir les aides sociales liées au handicap. Ces récits de galère n'ont rien d'étonnant en Guyane où un habitant sur deux vit sous le seuil de pauvreté et où 60% de la population adulte n'est pas née sur le territoire (source Ined 2023). Cette précarité est renforcée par le coût de la vie locale – les produits alimentaires y étant 40% plus chers que dans l'Hexagone – ou encore le manque d'accès aux services publics, notamment les transports. Dans les communes enclavées de l'intérieur de la Guyane, il n'y a pas d'antenne de la

Maison départementale des personnes handicapées (MDPH).

Dans ce contexte, le handicap qui toucherait entre 7100 et 11300 personnes en Guyane (soit 8% des jeunes et 12% des adultes contre 5% et 10% en métropole) a tout de la double, voire de la triple peine. «J'ai mis trois ans à avoir un titre de séjour durant lesquels je ne pouvais pas travailler, c'était de la survie. Et là, je dois régulariser ma situation avec la MDPH pour pouvoir renouveler mon titre de séjour qui s'arrête en septembre. Ça me stresse déjà», confie Sandra (prénom modifié), malvoyante, arrivée d'Haïti avec ses quatre enfants en 2018. En parallèle, elle doit trouver une nouvelle solution pour se loger. Sa maison, construite à l'entrée d'un bidonville cayennais, est menacée à tout moment de destruction.

«Invisibilisation». Une fois ce parcours du combattant administratif achevé, encore faut-il pouvoir trouver une place dans une structure adaptée. En 2022, entre 1400 et 1900 orientations vers un établissement ou service social et médico-social (ESMS) n'ont pu être satisfaites, faute de places. «Aujourd'hui, la norme est de ne pas avoir de réponses pour les personnes en situation de handicap, une fois adulte. Beaucoup reviennent au domicile des parents, sans solutions», confirme Gildas Le Guern, directeur général de l'Apajh

Guyane. Plus largement, la loi de 2005 est encore trop peu appliquée comme le décrit le rapport sénatorial consacré au handicap dans les outre-mer, paru en juillet 2025.

Longtemps, l'idée d'un «tabou culturel» a été invoquée pour expliquer le retard structurel. Pour l'Apajh, il s'agit d'une idée reçue sans fondement. L'association pointe plutôt l'«invisibilisation» des personnes en situation de handicap et l'absence de planification des politiques publiques.

Un manque qui se ressent aussi dans les moyens alloués. L'association tourne avec 190 postes pourvus sur 228 et des financements gelés à taux zéro depuis trois ans. Dans leur rapport, les sénateurs insistent sur l'urgente nécessité d'un vaste «plan handicap outre-mer». A ce jour aucune suite politique concrète n'a été donnée à cette alerte. En attendant, dans les courées populaires de Cayenne et les villages isolés de l'intérieur, on espère qu'un dossier se débloque, qu'une aide tombe, et on guette l'arrivée des auxiliaires de puériculture et autres infirmières comme une petite lumière dans un quotidien souvent sans électricité.

ENZO DUBESSET (à Cayenne)



DESSIN : DOROTHÉE RICHARD

Une médiathèque inclusive à Saint-Brieuc

Des jeunes atteints de troubles du neurodéveloppement contribuent à faire vivre le lieu et redonnent une nouvelle énergie à l'équipe encadrante.

Sur une grande table, Keryan et Maël ont sorti ciseaux, adhésifs et étiquettes pour couvrir et réparer des livres. Clara range la pile de retours dans les rayonnages. Derrière le bureau d'accueil, Axelle et Nolwenn s'attaquent à la presse locale: à quatre mains, studieuses, elles rentrent les journaux un à un dans l'ordinateur. Inondée du soleil matinal, la

médiathèque Daniel Pennac, à Saint-Brieuc, est encore silencieuse. Les portes n'ouvriront au public que dans une heure, mais les participants à l'atelier bibliothèque du Dispositif d'accompagnement médico-éducatif (Dame) du Valais sont déjà au travail.

«Savoir-être». S'ils ne sont pas tous lecteurs en raison de troubles du neurodéveloppement, ils contribuent à faire vivre cette médiathèque, installée entre les murs du Dame. «Ce sont mes assistants!» se réjouit Rozenn Jaffres, joviale encadrante de l'atelier, responsable de cette structure municipale. Chaque semaine, elle accueille 30 à 40 jeunes de 14 à 20 ans. Ils participent à toutes les tâches, y compris les animations. Ce

matin, le petit groupe a fouillé dans les albums pour les tout-petits à la recherche d'ouvrages sur les animaux, en vue d'une séance pour la maison des assistantes maternelles. Depuis quelques mois, Axelle, 17 ans, amatrice de romance et fan de l'atelier bibliothèque, a franchi le cap: elle lit désormais à voix haute pour les bambins lors de ces rencontres, en duo avec une animatrice.

Cet atelier bibliothèque s'inscrit dans le parcours personnalisé de chaque jeune: «C'est un support éducatif où l'on va chercher des compétences professionnelles, qu'elles soient manuelles, intellectuelles ou liées au savoir-être», explique Stéphanie Clinquart, directrice du Dame du Valais. Selon ses appétences et ses

aptitudes, chacun trouve sa place. L'idée singulière d'intégrer une médiathèque entre les murs de l'établissement médico-social a émergé dès la conception du bâtiment, en 2012. «Nous voulions vraiment un lieu ouvert sur l'extérieur et la bibliothèque de quartier était vieillissante», se souvient la directrice du Dame. Du côté de la municipalité, l'idée séduit, et pas seulement parce qu'elle permet de mutualiser les moyens. «La coopération interprofessionnelle nous enrichit tous», souligne Hélène Dontenville, directrice du réseau des médiathèques de Saint-Brieuc. Ce projet nous a fait évoluer sur le handicap mental et il a nourri nos réflexions sur l'accessibilité. Ici, la démarche inclusive, on la met vraiment en pratique!»

Rebond. Clara est venue à bout de la pile de livres à ranger. Rozenn Jaffres lui trouve une nouvelle mission: préparer des étiquettes pour les livres en gros caractères. La responsable des lieux s'est plongée avec enthousiasme dans ce nouveau

poste, à mi-chemin entre le médico-social et son métier de médiathécaire. «La première année, je n'ai pas beaucoup dormi, reconnaît-elle. Il y avait tout à faire, tout à imaginer! La vraie question, c'était comment donner une place aux jeunes?» D'autant que de leur côté, les premières réactions n'étaient pas enthousiastes. Pour un public à qui le livre peut faire peur, se projeter dans une médiathèque ne relevait pas de l'évidence. En plus d'être un support d'apprentissage, la médiathèque permet

aux jeunes du Dame d'en profiter en tant qu'usagers. Grande lectrice, Lou, 17 ans, passe la porte tous les mercredis matin pour se plonger dans des mangas et assouvir sa passion pour le patrimoine local. Le temps de sa récré, Marshall, qui suit ce matin l'atelier cuisine, éclate de rire en feuilletant des *J'aime lire*. «Ce lieu

joue pour certains jeunes un rôle de soupape, notamment quand ils ont besoin d'une pause sensorielle ou d'un temps à l'écart du collectif», explique la directrice. Effet rebond de l'ouverture de l'établissement médico-social sur le quartier via cette médiathèque, Rozenn Jaffres croule sous les projets. Récemment, une enseignante de l'école voisine a eu l'idée d'inviter les jeunes de l'atelier à être jury du concours des petits champions de la lecture. Quant à Rozenn Jaffres elle a évolué au contact de ses assistants: «Je ne bondis plus de ma chaise s'il y a une erreur de cote sur un livre, ou si une affiche est collée à l'envers. Dans cette médiathèque, tout n'est pas d'équerre et ce n'est pas grave!»

VIRGINIE DE ROCQUIGNY
Envoyée spéciale à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor)

Dans le Nord, des voiturettes pour plus de mobilité

Pour pallier l'insuffisance des transports en commun, des petits véhicules électriques sont proposés à la location aux travailleurs en situation de handicap. Une première étape sur la voie du permis de conduire.

La Citroën sans permis est d'un intérieur sommaire, et d'un confort relatif, mais elle file sans faillir sur les routes du Nord, et c'est bien ce qu'on lui demande. Au Jardinnet, un Esat (établissement et service d'accompagnement par le travail) de l'Apajh du Nord, situé au Cateau-Cambrésis, deux voiturettes électriques sont proposées à la location depuis début 2025. Une solution de mobilité à prix doux, 20 euros la semaine, 15 euros le week-end, assurance et charge électrique compris.

Ils sont 162 travailleurs en situation de handicap, âgés entre 20 et 62 ans, et leurs profils sont variés: ils souffrent aussi bien de déficience intellectuelle que de troubles psychiques ou de problèmes psychomoteurs. L'Esat le Jardinnet leur propose quatre branches d'activité: sous-traitance industrielle, espaces verts, blanchisserie industrielle et rénovation du bâtiment. La grande majorité d'entre eux vient travailler en transports en commun, en prenant le réseau de bus qui sillonnent la campagne. Et cela peut vite tourner à la galère. «C'est le seul moyen de locomotion, et le bus ne passe pas toutes les cinq ou dix minutes. Il y a un aller le matin, et un retour le soir», soupire le directeur de l'Esat, Abdelaziz Ouarab. En période de vacances scolaires, c'est encore pire, ils deviennent plus rares: ces voyages sont pensés pour les collégiens et les lycéens. «Ils ne sont pas indexés sur les besoins des travailleurs.»

Frein. L'Esat a réalisé une étude de mobilité en 2024: celle-ci a mis au jour le ressenti. La difficulté d'organiser ses déplacements est un frein au travail. «Il y a une véritable risque de décrochage et de rupture de parcours», témoigne Denis Cardon, chef de service éducatif au Jardinnet. «Pour être au travail à 8h45, si je dois me lever à 5h15, et ne rentrer chez moi qu'à 18 heures alors que j'ai fini à 16 heures, c'est vraiment une difficulté.» Conséquence: en fin de semaine, les absences non justifiées s'accumulent. Les salariés sont épuisés par ces contraintes horaires. Et encore, l'Esat a réussi à négocier avec l'appui de la mairie d'avoir un arrêt de

bus à proximité. Sinon, de la gare routière aux ateliers du Jardinnet, il fallait rajouter une bonne demi-heure de marche.

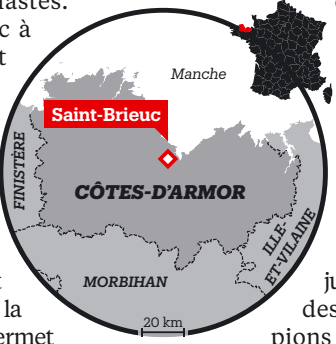
La voiture est normalement un indispensable, dans ce territoire rural. Mais elle coûte cher, à l'achat, à l'entretien, et surtout, il faut décrocher le sésame, le permis de conduire. Ce qui peut vite devenir compliqué, quand on est porteur d'un handicap. A l'Esat du Jardinnet, seuls trois salariés hors encadrement ont le permis B. Une voiturette, en location, c'est répondre à ces différentes problématiques: offrir une mobilité souple, et se préparer, par degrés, à passer cet examen redouté. Première marche, obtenir le permis «AM», nécessaire pour conduire ces «quadricycles légers», comme les appelle l'Etat. Au programme, une épreuve théorique, au bout de laquelle est délivrée l'attestation de sécurité routière qu'accompagnent huit heures de formation à la conduite. Une bonne préparation pour le permis B.

Jeu d'arcade. Cela fait déjà dix ans que l'Esat du Jardinnet s'est doté d'un outil de simulation de conduite, qui prépare aux deux permis, AM et B. Comme un jeu d'arcade, avec siège et ceinture, boîte de vitesses automatique, pédales et manettes pour les phares et les essuie-glaces. Sur l'écran, se déploie un circuit: on louvoie sans trop de difficultés entre des plots. Avec le scénario route de campagne et pluie, cela devient une autre affaire... Un léger excès de vitesse, un véhicule qui surgit après avoir grillé un stop. On pile, on évite l'accident, mais on s'est arrêté au milieu de la voie. Freinage trop brutal, faute de conduite. A la fin de l'exercice, le bilan affiché est sans appel. L'entraînement est efficace.

Depuis l'arrivée des voiturettes électriques, ils sont cinq à en profiter régulièrement. David Maton, 36 ans, maraîcher le confirme, enthousiaste: «C'est plus pratique pour aller faire les courses». Sinon, il est en scooter, mais quand il pleut, le trajet devient rude. «Après tout le monde ne pense pas pareil, précise-t-il. Il y en a qui disent que c'est la honte de rouler avec ça.» Mais lui se fiche de ces préjugés et savoure le plaisir d'emmener ses enfants en balade. Seul bémol, «quand on met la radio, ça tire sur la batterie».

Sur le parking de l'Esat, les voitures sans permis sont désormais nombreuses: leur nombre a doublé, d'une douzaine à vingt-cinq, depuis la mise en location des deux Citroën. L'innovation a fait des émules.

STÉPHANIE MAURICE
Correspondante à Lille





DESSIN : DOROTHÉE RICHARD

Dans l'Hérault, des ateliers scolaires pour «surmonter les différences ensemble»

A Sussargues, des mises en situations dans les classes, organisées par l'Apajh, font évoluer la perception des enfants sur les personnes en situation de handicap.

«**A**ujourd'hui, on va parler du handicap. Pour vous, c'est quoi ?» Une forêt de petits doigts se lève. «Une différence.» «Du mal à être comme les autres.» «Un souci que tu as tous les jours pour toute ta vie.» Agés d'une dizaine d'années, les enfants de cette classe réunissant des CM1 et des CM2 font preuve d'une concentration et d'une attention remarquables tout au long de l'intervention de Michèle. Il faut dire que cette bénévole de l'Association pour adultes et jeunes handicapés (Apajh) de l'Hérault sait y faire : avec pédagogie, simplicité et précision, elle explique à ces écoliers de Sussargues, un village situé au nord-est de Montpellier, tout ce qui leur permettra de

mieux appréhender les handicaps. Aucun temps mort lors de son intervention, ponctuée par la projection de dessins animés, de courts documentaires et de films d'animation. Troubles du spectre autistique ou de l'apprentissage, handicaps visibles ou invisibles, tout semble passionner ces enfants interpellés par la thématique. Les questions fusent : Est-ce que l'asthme est un handicap ? Et les allergies ? Et la myopie ?

«**Progrès.** «Nous organisons de telles interventions dans les écoles de l'Hérault depuis 2015. Nous avons déjà rencontré 5178 élèves de 211 classes, détaille Francis Nouvel, président de l'Apajh 34. Le regard a bien évolué en dix ans. Nous ne ressentons plus de rejet vis-à-vis des enfants en situation de handicap accueillis en classe. Autrefois les enfants étaient autrement impitoyables entre eux ! C'est un réel progrès.»

Afin d'appréhender concrètement les conséquences d'un handicap sur la vie quotidienne, l'Apajh 34 organise des ateliers de mise en situation. Aujourd'hui, les écoliers de Sussar-

gues explorent les troubles de l'apprentissage aux côtés de deux autres bénévoles, Martine et Ghislaine. Pour entrevoir les problèmes rencontrés par un enfant dyslexique, les écoliers sont invités à décrypter un texte criblé de fautes liées à ce trouble : mauvais découpage des mots, ajout ou oubli de lettres, confusion de sens... La dyspraxie, elle, rend maladroit : les enfants le comprennent mieux en tentant d'écrire «de l'autre main» ou de découper et de manipuler des perles après avoir enfilé des moufles. Chaque séquence donne naissance à une petite graine

semée dans les jeunes esprits : «Ces différences, ensemble, on peut les surmonter, explique patiemment Martine. Ne pas exclure des camarades leur permet de prendre confiance en eux.» Si la perception du handicap par les enfants semble évoluer favorablement, une autre thématique inquiète désormais : l'usage des écrans chez les plus petits. On connaît les effets des tablettes ou des téléphones sur le sommeil, l'attention ou la vision.

Symptômes. Mais la campagne d'information et de sensibilisation portée depuis un an par cette association dévoile un tableau plus large et très préoccupant. «La surexposition aux écrans chez les enfants âgés de zéro à trois ans entraîne des effets dramatiques. Un nombre croissant d'enfants rencontre des problèmes de psychomotricité, d'agressivité, de retard de langage, de communication, et présente un déficit de prérequis dès l'arrivée à la maternelle, s'alarme Francis Nouvel. Les enfants concernés souffrent également de déficit quant à leur capacité à attraper et

serrer avec leurs doigts. On nomme ce phénomène «les mains papillons» : habitués à frôler les écrans pour faire défiler du contenu, les petits ne savent plus tenir une craie, un crayon, ou empiler des cubes.»

Des spécialistes de la petite enfance confirment ce que pointe Francis Nouvel : ces problématiques entrent dans le champ du handicap, et certains symptômes développés se rapprochent du spectre autistique. Ces phénomènes s'avèrent réversibles, à condition d'être pris en charge. «Voilà pourquoi notre priorité est d'accélérer notre campagne de sensibilisation face à la surexposition aux écrans, poursuit Francis Nouvel. Nous avons organisé dans l'Hérault une demi-douzaine de conférences grand public, des cafés des parents dans des écoles maternelles, des interventions dans une dizaine de classes en élémentaire. Nous mettons en place des outils pour les enseignants.» La prise de conscience se développe, mais, insiste-t-il, il y a urgence : «Il s'agit d'un réel enjeu de société.»

SARAH FINGER

Envoyée spéciale à Montpellier

